NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
PIC de
Lille

le 01 avril 2020

MOURIR D'ABORD, REVENDIQUER ENSUITE ?

En déplacement à Angers, Macron a de nouveau fait une promesse pour répondre à la pénurie : porter à 15 millions la production hebdomadaire de masques en France… d'ici fin avril ! Ce qui est bien loin des 40 millions de masques nécessaires, 2 millions par jour rien que dans les Ehpad. Pour fabriquer masques, respirateurs et médicaments en France, Macron promet 4 milliards d'euros. À comparer aux 345 milliards garantis aux patrons !

Encore des promesses

Cela s'ajoute à la longue liste de promesses gouvernementales. Macron avait promis en grande pompe un hôpital militaire à Mulhouse. Résultat : 30 lits de réanimation. Olivier Véran, ministre de la Santé, avait déjà promis des masques, après avoir affirmé qu'il y en avait assez. Visiblement, il n'a pas assez promis, Macron en rajoute donc une couche.

Sur le terrain, la situation continue d'empirer : des services de réanimation saturés, le Samu débordé, les morts qui s'accumulent dans les hôpitaux et les Ehpad. Des travailleurs mal protégés, soignants ou non, sont mis en danger et deviennent vecteurs de propagation du virus. Les hôpitaux en sont à faire des appels aux dons.

Aux petits soins avec les patrons

On voudrait nous faire croire que dans une grande puissance capitaliste comme la France on ne peut pas régler le problème de la fourniture en masques ou en respirateurs. La vérité est que le gouvernement ne veut rien imposer aux industriels.

Le patronat est choyé : 345 milliards d'euros de garanties pour les entreprises, la possibilité d'imposer le déplacement d'une semaine de congés, et même de faire travailler jusqu'à 60 heures hebdomadaires !

S'il en avait la volonté, l'État aurait la possibilité d'imposer aux grandes entreprises la réquisition des stocks de matériel nécessaire disponible, la réorientation de la production vers les besoins vitaux pour lutter contre l'épidémie, l'arrêt des productions inutiles.

On mérite mieux que des applaudissements

Dans les hôpitaux, cela fait des années que les grèves dénoncent une possible catastrophe à venir à cause du manque de moyens. Le gouvernement continue à faire la sourde oreille. Les industries qui veulent continuer de produire n'ont pas trop de mal à se faire passer pour « vitales ». Pire, elles s'offrent des coups de pub, comme PSA et Renault qui prétendent mettre en place une petite production de respirateurs médicaux, avec comme objectif de relancer la production automobile dans son ensemble. C'est aux travailleurs de déterminer quelle production est vitale, et non aux patrons pour qui seuls les profits sont vitaux. C'est aussi aux salariés d'imposer qu'ils soient suffisamment protégés dans ces activités vitales.

Les entreprises sont des foyers de contamination

Dans bien des secteurs des travailleurs ont utilisé leur droit de retrait et ils ont raison. Les entreprises sont des foyers de contamination. En revendiquant l'arrêt de l'activité, ils défendent leur santé et celle de toute la population. Les travailleurs doivent aussi avoir des garanties :

- interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- embauche des intérimaires et des CDD ;
- maintien du salaire à 100 % primes comprises durant le confinement ;
- si des petites entreprises ne peuvent pas payer, c'est aux grandes de payer à leur place.

Bien des travailleurs sont choqués qu'on les fasse revenir au travail en leur promettant des équipements de protection alors que les hôpitaux en manquent. Il faut pouvoir inventorier les stocks disponibles dans les entreprises et permettre leur réquisition pour les hôpitaux, quitte à faire arrêter la production.

De l'issue de la lutte actuelle pour la santé de la population dépend aussi la position dans laquelle le monde du travail sera quand le gouvernement nous présentera la facture de sa gestion de crise.

Une DRH qui arrache

La DRH du groupe La Poste, en seulement une semaine, a illustré par ses propos l'esprit de la direction pendant la crise sanitaire : « Si ma box tombe en panne, je serai bien contente d'aller en acheter une dans un bureau de poste » ou mieux encore « pouvoir se faire livrer un Jean en ce moment, c'est ça la démocratie ! ». Pour sûr, elle est « connectée »… aux profits de La Poste et ne pratique pas le naturisme à la maison !

Bruno la menace

Nous avons reçu un courriel de La Poste citant Bruno Le Maire s'adressant aux postiers. Le ministre de l'Économie himself nous soutient et nous félicite ! Tout ça pour dire, deux lignes plus loin, qu'il faut aller au turbin coûte que coûte, nous qui distribuons des paniers repas aux personnes âgées et le RSA dans les guichets. Sinon gare à nous ! Lui, faudrait le mettre à récolter les capsules Nespresso usagées, il se rendrait plus utile.



Notre sécurité, la direction s'en lave les mains

La Poste dit que nous sommes protégés depuis que les portes de la PIC sont ouvertes, que les agents peuvent laver leurs mains et nettoyer leurs postes de travail. C'est oublier que nous touchons tous les jours des centaines d'objets, qui passent de main en main, sans compter les caissettes et le courrier… Y aura-t-il assez de lingettes pour désinfecter toutes les lettres ?

3 jours par semaine, c'est plus sécu ?

Nous passons à trois jours travaillés par semaine. La Poste se soucierait-elle de notre santé ? Eh non, il s'agit avant tout pour elle de s'adapter à la baisse du trafic courrier et sans doute faire des économies sur les coûts de transport. Pour nous, c'est trop peu et trop tard !

Un sacrifice nécessaire !

Au courrier, on continue de trier des factures et des publicités. Est-ce vraiment utile contre le virus ? Quelle drôle de question ! Au moins, nous aurons risqué notre santé en ayant accompli notre devoir envers la nation : Raymond recevra bien son Picsou Mag (potentiellement contaminé…) !

Il n'y a plus de carottes ? Voilà du bâton.

Tandis que le gouvernement tente de faire revenir les ouvriers au travail à coups de « merci » ou de promesses de futures primes, La Poste a purement et simplement interdit aux militants syndicaux qui ne sont pas membres du CHSCT de faire des tournées dans les ateliers. C'est scandaleux ! Face aux divisions, restons unis et solidaires pour faire valoir nos intérêts.

Mobilisation d'en bas contre pression d'en haut

Il y a deux semaines, nous avons fait valoir notre droit de retrait à plus d'une centaine dans les différentes brigades, face à l'irresponsabilité de la direction de La Poste qui mettait la pression pour que la production continue à tourner, alors même que les suspicions de cas s'étaient multipliées en quelques jours. La Poste privilégie ses intérêts et certains de ses gros clients, elle ne veut perdre ni les contrats, ni le chiffre d'affaire qui va avec. Les profits avant toute chose. Même face à cette crise sanitaire inédite, ce sont leurs portefeuilles qui devraient primer ? Non, et dans ces conditions pourtant exceptionnelles, nous avons su contrer leur rapacité. Les mesures sanitaires qui existent désormais à la PIC ne sont pas tombées du ciel, nous ne les devons qu'à nous-mêmes, à notre mobilisation collective ! Le travail a repris cette semaine mais hors de question de nous laisser intimider !

toutes nos publications sur
CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES.org

Suivez nos médias en ligne :
twitter : @etincelle_npa
instagram : etincelle_npa
YouTube : Convergences Révolutionnaires
Facebook : npaetincelle

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous adresser un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org ou visiter notre site www.convergencesrevolutionnaires.org